



## Audit ERT

### Local commercial

92 avenue de la Capelette 13010 Marseille



#### DEKRA Industrial SAS

POLE AUDIT ET CONSEIL SE  
Bâtiment Les Pléiades  
417, Route de La Farlède  
RN 97  
83130 LA GARDE

Mme Virginie DELMAERE -  
Ingénieur Hygiène et Sécurité  
Tél : 0609867205 -  
virginie.delmaere@dekra.com

#### ESSET

152 Avenue du Prado  
13008 MARSEILLE

Interlocuteur :  
M Nicolas PELINQ  
nicolas.pelinq@eset-pm.com

Date	Rapport n°	Version	Modifications
07/05/2026	54535327	1	Initiale

## SOMMAIRE

<b>OBJET DU PRESENT RAPPORT.....</b>	<b>3</b>
<b>I. OBJET DE NOTRE MISSION .....</b>	<b>3</b>
<b>II. RESULTATS.....</b>	<b>3</b>
<b>1. CONFORMITE DES LOCAUX.....</b>	<b>3</b>
<b>2. HYGIENE ET ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>6</b>
<b>3. INSTALLATIONS TECHNIQUES .....</b>	<b>8</b>
<b>4. SECURITE INCENDIE .....</b>	<b>8</b>
<b>5. SANITAIRES .....</b>	<b>8</b>
<b>6. DIAGNOSTICS IMMOBILIERS .....</b>	<b>8</b>
<b>III. CONCLUSION .....</b>	<b>9</b>

## OBJET DU PRESENT RAPPORT

---

Le présent rapport constitue la synthèse de l'audit ERT réalisé le 7 mai 2026 au 92 avenue de la Capelette à Marseille (13010) en présence de Monsieur Laurent ROBERT, locataire actuel du local.

Actuellement le local n'accueille pas de travailleurs. Le local situé en rez de chaussé est composé de 5 pièces. Une des pièces comprend un distributeur automatique de pizzas alimenté au quotidien par le locataire. Une autre pièce sert de stockage.

Le local donne accès à une cour donnant sur un extérieur non exploitable en l'état (présence de végétation importante, présence de rats morts) et ne permettant pas une évacuation côté rue.

### I. Objet de notre mission

---

L'objet de notre intervention est de vérifier que les conditions de travail respectent les exigences légales en matière de santé, sécurité et conditions de travail des salariés.

A partir d'un contrôle structuré, l'audit ERT a pour objectifs principaux de:

- Prévenir les accidents du travail
- Protéger la santé des salariés
- S'assurer que l'employeur respecte ses obligations légales
- Améliorer les conditions de travail.

### II. Résultats

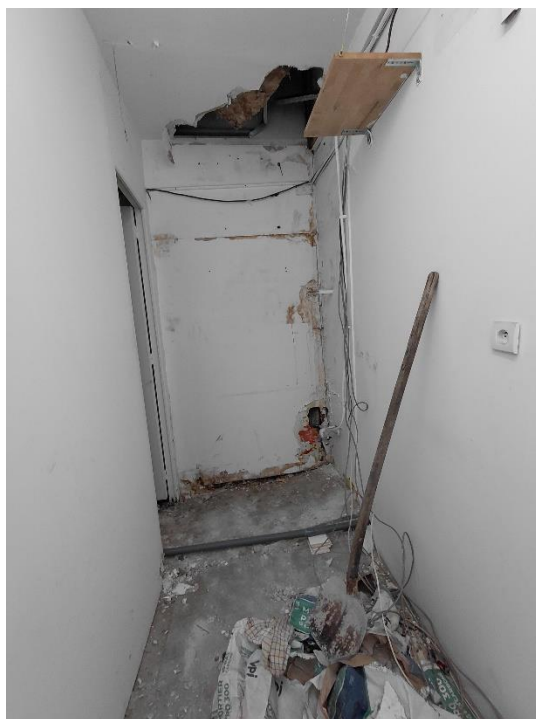
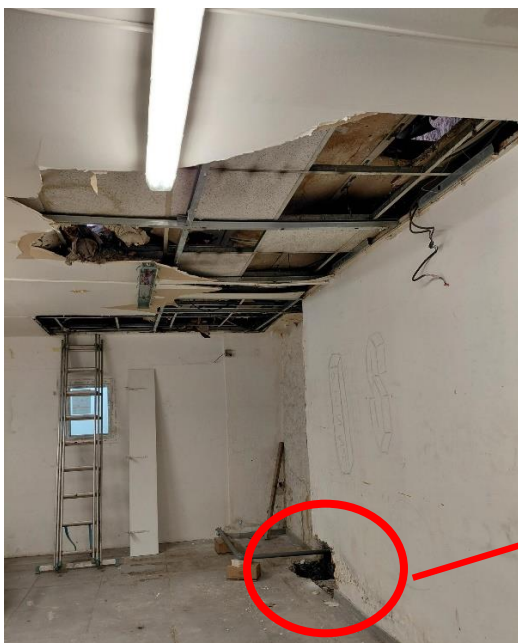
---

#### 1. Conformité des locaux

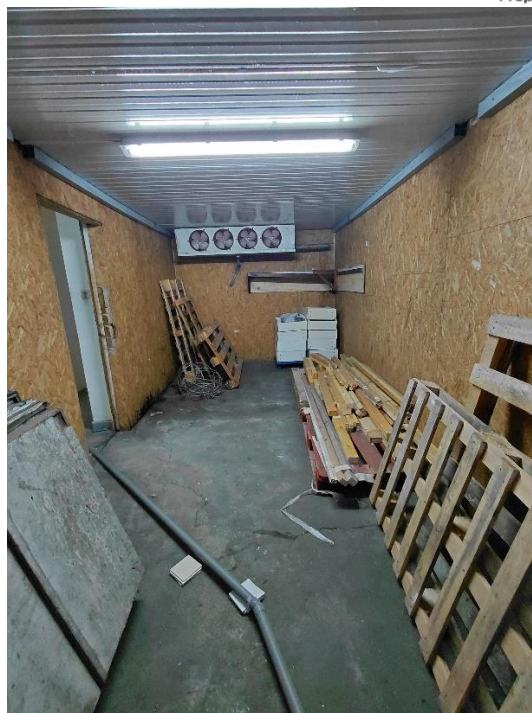
---

- Local en mauvais état général (murs, sols, plafonds). Des dispositions pour l'évacuation des eaux pluviales ont été mises en place par le locataire ; trou dans le sol, tuyauteries au sol générant des risques de chute de plain pied. Un batardeau a

également été ajouté afin d'éviter la présence d'eau dans la pièce où se trouve le distributeur automatique de pizzas.







- Accessibilité PMR : un seul accès en l'état nécessitant des travaux d'aménagement



L'accessibilité côté distributeur imposerait la création d'une rampe d'accès



A noter que les articles R4214-26 à R4214-28 du code du travail ont été abrogés à la date du 1er avril 2026, sauf en ce qui concerne les parties neuves de bâtiment existants. (décret n° 2025-1342 du 26 décembre 2025)

## 2. Hygiène et Environnement

---

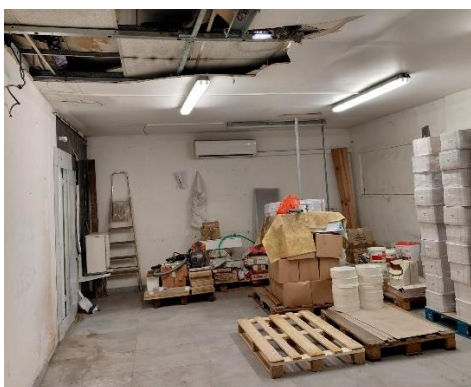
- Propreté générale non satisfaisante (voir photos état général),
- Apport d'air neuf par ventilation naturelle



**Absence** de mesures de débit d'air. Sur ce point le code du travail (Article R4222-5) demande un volume par occupant égal ou supérieur à :

- 1° 15 mètres cubes pour les bureaux et les locaux où est accompli un travail physique léger ;
- 2° 24 mètres cubes pour les autres locaux

- Climatiseur dans la pièce centrale mais plus fonctionnel



- **Absence** d'éclairage naturel ; éclairage artificiel dans chaque pièce

A titre d'exemples, non exhaustifs :

- L'article R. 4213-3 du Code du travail dispose que « les locaux destinés à être affectés au travail comportent à hauteur des yeux des baies transparentes donnant sur l'extérieur, sauf en cas d'incompatibilité avec la nature des activités envisagées. »
- L'article R. 4223-3 du Code du travail dispose que « les locaux de travail disposent autant que possible d'une lumière naturelle suffisante ».
- L'article R. 4223-4 du Code du travail précise que pour les locaux aveugles affectés à un travail permanent, le niveau d'éclairement mesuré au plan de travail doit au moins être égal à 200 lux. Il s'agit d'un seuil minimal.



En effet, l'article R. 4223-4 du Code du travail rappelle que le niveau d'éclairage doit être adapté à la nature et à la précision des travaux à exécuter.

### 3. Installations techniques

---

- Installation électrique contrôlée par un bureau de contrôle : **en attente** du rapport de vérification. Tenir compte des observations éventuelle pour une mise en conformité
- **Absence** d'interrupteurs ou tout autre dispositif de commande des éclairages ; leur fonctionnement se faisant depuis les tableaux électriques. Sur ce point nous rappelons que les interventions sur les tableaux électriques nécessitent une habilitation à délivrer par l'employeur.

### 4. Sécurité incendie

---

- **Absence** d'extincteurs (**R4227-28 du code du travail**)
- **Absence** de plan d'évacuation (**R4227-37 à R4227-39 du code du travail**)
- **Absence** de BAES (**R4227-41 du code du travail**)
- **Absence** d'issues de secours (**R4227-4 du code du travail**)

### 5. Installations sanitaires (Articles R4228-1 à R4228-18 du code du travail)

---

- **Absence** de cabinets d'aisance (**Articles R4228-10 à R4228-15 du code du travail**)
- **Absence** de lavabos avec eau potable / eau chaude (**Articles R4228-7 du code du travail**)

### 6. Diagnostics immobiliers

---

- **En attente** diagnostic amiante. Tenir compte des observations éventuelles pour une mise en conformité
- **En attente** diagnostic plomb. Tenir compte des observations éventuelles pour une mise en conformité
- Radon : le local est situé dans une zone à potentiel de catégorie 1 qui présente des concentrations en radon faibles. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que seulement 20% des bâtiments dépassent 100 Bq.m-3 et moins de 2% dépassent 300 Bq.m-3.



## I Connaître le potentiel radon de sa commune



### III. Conclusion

En l'état, DEKRA donne un **avis défavorable** à l'utilisation de ce local comme ERT. L'état actuel du local ne permet pas de garantir la santé et la sécurité des travailleurs.